



Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 320 du 4 février 2024

Au sommaire :

- **L'avenir de l'agriculture, de toute la société, c'est l'alliance des travailleurs des villes et des campagnes pour en finir avec la dictature du marché, des banques et des multinationales** - *Christine Héraud*
- **A l'occasion du centenaire de la mort de Lénine, retour sur le stade suprême du capitalisme et la nouvelle époque du capitalisme mondialisé financiarisé** - *Démocratie révolutionnaire*
- **Pour que le NPA soit un facteur d'unité et de démocratie pour la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs** - *Texte de discussion dans le cadre du NPA*

L'avenir de l'agriculture, de toute la société, c'est l'alliance des travailleurs des villes et des campagnes pour en finir avec la dictature du marché, des banques et des multinationales

« Produire et protéger », les deux mots d'ordre d'Attal aux agriculteurs cette semaine s'adressaient aux gros producteurs et à la FNSEA qui s'est empressée de le remercier « pour son écoute ». Avec les Jeunes Agriculteurs, elle a salué des « avancées tangibles » et appelé à « suspendre les blocages » et à « rentrer à la ferme ».

Les dernières mesures annoncées, « souveraineté alimentaire » inscrite dans la loi, saupoudrage de mesures pour alléger la charge financière et administrative, enfumage sur les normes phytosanitaires et environnementales, dans la continuité des premières annonces, ignorent et méprisent la revendication essentielle des petits agriculteurs avancée par la Confédération paysanne, la garantie d'un revenu digne, et servent la soupe aux plus gros.

Tout comme ce gouvernement ignore et méprise les revendications des enseignants et des personnels de l'éducation dont le revenu et les conditions de travail étaient au cœur de la journée de grève du 1^{er} février, et dont la ministre symbolise la « caste » des privilégiés dont le parasitisme, les privilèges et l'incompétence sont la plaie de cette société.

Quant au discours de politique générale d'Attal, mardi 30 janvier, totalement hors-sol au regard des besoins des travailleurs et des classes populaires, de l'exaspération des agriculteurs, il met en musique la politique de Macron, la poursuite et l'accentuation des attaques sociales, autoritaires et répressives contre la population, les jeunes, les chômeurs, l'ensemble du monde du travail.

Attal, bon élève de Sarkozy et Macron, rival de Bardella veut « déverrouiller », « débureaucratiser » la France,

pour que les classes dominantes continuent à engranger des milliards sur l'exploitation du travail. Il a repris à sa sauce les préjugés les plus éculés. Le travail devra « payer plus que l'assistantat », a-t-il déclaré, stigmatisant les chômeurs et les plus pauvres, en généralisant le RSA conditionné à 15 heures de travail gratuit par semaine à partir de janvier 2025, et en supprimant l'allocation de solidarité spécifique, l'ASS qui permet aux chômeurs en fin de droits d'accumuler des trimestres pour la retraite. Il va réduire les droits sociaux, faire de nouveaux cadeaux aux patrons.

Il remet en cause la loi SRU sur l'obligation faite aux mairies de construire 25 % de logements sociaux pour s'en remettre au marché, au mirage d'un « choc d'offres » de logements, alors que 2,6 millions de ménages sont en attente d'un HLM, que 2822 enfants dorment dans la rue, que chaque jour les appels au 115 de milliers d'hommes et de femmes restent sans réponse.

Se drapant dans les valeurs et l'identité française, un patriotisme rétrograde, il veut de l'autorité, de l'ordre à l'école, dans la rue et aux frontières... remettre dans le rang une jeunesse « indisciplinée » qu'il veut en uniforme à l'école à la rentrée 2026, le placement en internat pour les jeunes « sur la mauvaise pente », la généralisation du SNU.

Les discours et les poses réactionnaires voudraient masquer une politique au service de l'agrobusiness et des multinationales. Ils contribuent en fait à discréditer ces bonimenteurs dont les travailleurs ne sont pas dupes. Bien des agriculteurs ont continué leur mobilisation pour

un revenu qui permette de vivre de son travail dignement alors que la contestation et la mobilisation des travailleurs pour les salaires commencent. Après les grèves des salarié-e-s des Finances publiques, de l'énergie et de l'éducation cette semaine suivront celles de la RATP et des transports parisiens à partir du 5 février, et des techniciens de la SNCF le 6, et de nouvelles mobilisations dans l'Education, une même lutte contre l'exploitation du travail par le capital. La suite dépend de la capacité des uns et des autres à prendre en main leur mobilisation, son organisation et surtout à la contrôler, la diriger.

C'est toute la société capitaliste qui « marche sur la tête »

La crise de l'agriculture révèle à large échelle l'impasse de la production capitaliste financiarisée qui broie et affame les humains et détruit la planète.

Comme tous les secteurs industriels et de service depuis plus de 40 ans, l'agriculture a été intégrée au marché mondial, soumise aux logiques destructrices du profit et de la finance.

Les exploitations agricoles, poussées au productivisme par la mécanisation dans les années 60, à produire toujours plus et toujours moins cher pour survivre, sont aujourd'hui étranglées par les dettes dues à la fuite en avant des investissements en matériels, bâtiments, terres, intrants. Le diktat des logiques financières de l'agro-business et de la grande distribution les pousse à la ruine, absorbées par les plus gros. Une logique qui touche à ses limites, le nombre d'exploitants agricoles n'étant plus aujourd'hui que de 400 000, quatre fois moins qu'il y a quarante ans.

Cette évolution a conduit à la création d'un prolétariat agricole, ces salariés surexploités dont personne ne parle, au nombre d'1,4 million dans les élevages, la viticulture ou le maraîchage et dans l'industrie agroalimentaire de transformation. Saisonniers ou permanents, ils cumulent sur les exploitations les journées interminables, les conditions de travail indignes, mal logés, mal payés, souvent non déclarés, contredisant les discours sur la concurrence déloyale des pays à moindre coût de main d'œuvre. Les salaires du secteur agricole sont inférieurs en moyenne de 10 à 15 % à ceux des autres secteurs de production. C'est en grande partie sur le salariat agricole que repose la compétitivité de la « ferme France ».

La même exploitation du capital qui ruine les petits producteurs et paupérise l'ensemble des salariés, pousse à la prolétarianisation de tous. Les petits paysans indépendants n'ont pas plus de maîtrise de leur travail que le salarié ou l'auto-entrepreneur soumis à la volonté et aux prix imposés par les plateformes et autres donneurs d'ordre dont ils dépendent. Nos intérêts sont communs contre la rentabilité financière du capital qui vampirise l'ensemble de l'économie.

Le piège du protectionnisme et du patriotisme dans l'agriculture comme dans l'industrie

Le gouvernement, qui explique les difficultés de l'agriculture par son « *manque de compétitivité* » parle d'augmenter la productivité des exploitations. Un discours démagogique, tout dévoué aux gros exploitants capitalistes céréaliers et autres viticulteurs, parmi les plus gros exportateurs mondiaux dont la compétitivité et la productivité reposent avant tout sur la surexploitation des salariés et leur droit à polluer.

Ce discours vise surtout à désigner comme responsables les taxes, les contrôles et les normes en particulier environnementales imposées par l'Europe, une concurrence jugée déloyale par rapport aux pays qui n'ont pas les mêmes normes, produisent moins cher en exploitant encore plus les paysans et les travailleurs, et dont les importations sont favorisées par les traités de libre-échange.

Faute d'apporter des réponses concrètes au désarroi des agriculteurs, Attal leur a promis de « *reconquérir notre souveraineté française et européenne* », comme il s'est vanté du patriotisme industriel du gouvernement, une réindustrialisation du pays qui n'a aucune réalité, pour faire face à la concurrence. La démagogie protectionniste du gouvernement n'a d'autre objectif que de chercher à détourner la colère des vrais responsables, les classes dominantes, le patronat et les banques, en faisant croire que les ennemis des travailleurs de la ville et de la campagne sont de l'autre côté des frontières. Gommer la lutte des classes, c'est aussi ce que voudrait faire la FNSEA qui défend « *la grande famille paysanne* », le « *monde agricole* » uni par sa spécificité, démagogie du « *tous paysans* » derrière une union nationale dont les gros sont les seuls bénéficiaires.

La gauche syndicale et politique protectionniste ou les imbéciles utiles du RN

Les solutions protectionnistes sont reprises largement, de l'extrême-droite, jusque, y compris, dans les rangs de la gauche syndicale et politique.

Le RN qui a les coudées plus franches que le gouvernement pour accuser l'Europe de tous les maux, se pose en meilleur défenseur des paysans dont il instrumentalise la détresse pour déverser ses préjugés et sa démagogie chauvine, se faisant le porte-parole de la « *France des oubliés* », entendant le « *cri d'un peuple français qui ne veut pas mourir* ». Bardella qui s'est démultiplié sur le terrain, en campagne pour les Européennes, se présente comme l'unique rempart face à une « *Union européenne [qui] veut tuer l'agriculture française* », « *ennemie des peuples* », grande ordonnatrice de la « *décroissance civilisationnelle, agricole et industrielle* »... un chauvinisme démenti par la réalité de leur politique, les députés européens d'extrême-droite ayant toujours soutenu la politique ultra-libérale de la politique agricole commune (PAC) qui favorise l'agro-business et dernièrement voté en grande majorité les traités de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande.

Les « solutions » protectionnistes sont malheureusement aussi reprises par la gauche dans son ensemble, prenant

l'apparence du bon sens faute de poser le problème de la nécessité d'en finir avec le capitalisme et d'instaurer un autre mode de production sous le contrôle des travailleurs des villes et des campagnes unis, qui respecte les producteurs et la planète. C'est ainsi que la Confédération paysanne a centré ses actions contre la grande distribution en retirant des rayons les produits d'origine étrangère, et la cible plus parce qu'elle achète « à l'étranger » que parce qu'elle surexploite les petits producteurs d'un côté ou de l'autre de la frontière. Les confédérations syndicales dites de gauche comme la CGT, Solidaires, la FSU et le Modéf, qui ont signé avec la Conf' une tribune commune pour dire « *Non au vol du travail des agriculteurs et des salariés par les multinationales* » reprennent ce protectionnisme trompeur. Un tract de Solidaires écrit : « *il faut sortir des traités internationaux de libre échange qui détruisent l'agriculture paysanne. C'est l'enjeu de la relocalisation en France des productions agricoles avec le maintien d'une agriculture paysanne plus sobre en transport et intrants.* ».

Qu'il se prétende « *souverainisme populaire* » ou « *protectionnisme solidaire* » comme le défend Mélenchon ou Bompard qui plaide pour « *conditionner l'entrée des produits* » à une « *harmonisation par le haut* », le protectionnisme et les frontières sont un piège pour les travailleurs, maintenus dans une concurrence qui ne profite qu'à ceux qui les exploitent. Combattre la logique destructrice du libre-échange, c'est s'attaquer à la racine du problème, l'économie de marché capitaliste, la mainmise des multinationales.

Imposer le contrôle sur les prix, la grande distribution et la marche de l'économie

Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a annoncé un durcissement des contrôles pour assurer le respect de la loi Egalim, censée interdire des prix en dessous des coûts de production, avec des inspections de « *toutes les grandes enseignes sans exception* », 10 000 contrôles sur les origines des produits qui pourraient aboutir à des amendes. Ridicule menace, pas plus Le Maire que le gouvernement n'ayant l'intention de s'en prendre aux marges et aux intérêts des industriels et de la grande distribution. Garantir des prix qui permettent aux agriculteurs de vivre de leur travail ne sera possible qu'en remettant en question leur domination et celle des banques, qu'en les expropriant.

Les travailleurs ne peuvent reprocher aux paysans de défendre la propriété de leur ferme. C'est au mouvement ouvrier, en défendant un programme pour répondre à la crise globale du capitalisme, d'offrir une perspective aux travailleurs indépendants, agriculteurs, pêcheurs ou petits artisans. Il porte la responsabilité d'apporter dès aujourd'hui des réponses concrètes à leur détresse et à leur ruine, en partant de leurs besoins immédiats : la garantie de prix de production au-dessus des prix de revient, du matériel et des intrants bon marché, des crédits à bas taux, l'annulation des dettes.

Cela passe par le contrôle des prix assuré par les producteurs et les travailleurs associés dans des comités de surveillance des prix des carburants, de l'énergie, de l'alimentation, des loyers..., qui imposent la transparence sur les marges insolentes des industriels, de la grande distribution et de tous les spéculateurs, sur les taxes d'Etat et sur les aides et subventions européennes et nationales qui profitent essentiellement aux plus gros.

L'expropriation des géants de l'agro-business, des crédits gratuits et l'annulation de la dette par l'instauration d'un monopole public des banques et des assurances sous le contrôle de la population et des travailleurs ne pourront être imposés que par les exploités prenant le contrôle de l'ensemble de l'économie pour la réorienter vers la satisfaction des besoins du plus grand nombre, dans le respect de l'environnement.

Pour une Europe socialiste des travailleurs et des peuples

Le mouvement des agriculteurs pour leur revenu qui a gagné les Pays-Bas, la Roumanie en passant par l'Espagne, le Portugal, la Belgique et l'Allemagne, malgré la défense par chacun de son agriculture nationale, révèle sa dimension européenne et les intérêts communs de tous les paysans et des travailleurs-consommateurs exploités par les mêmes multinationales et les mêmes banques. La concurrence « *libre et non faussée* » sur le marché européen et mondial ne profite qu'aux capitalistes, à la recherche des coûts de production les plus bas possibles au mépris de toute logique écologique. L'issue ne peut-être que dans le refus de la mise en concurrence des paysan-ne-s et des travailleur-ses par le capital, leur union internationaliste contre les frontières pour construire une Europe socialiste des travailleurs et des peuples.

Christine Héraud

A l'occasion du centenaire de la mort de Lénine, Retour sur le stade suprême du capitalisme et la nouvelle époque du capitalisme mondialisé financiarisé

Il nous a semblé utile de republier un article écrit pour le n°78 (juillet 2016) de la revue L'Anticapitaliste à l'occasion du centenaire de la publication de la brochure « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* »¹ écrite par Lénine au printemps 1916 à Zurich dans la clandestinité alors que la première guerre mondiale, guerre impérialiste, dressait

« *les fous d'Europe* », selon la formule de Trotsky, les uns contre les autres. En effet, cet article discute de l'évolution du capitalisme après son stade impérialiste bousculé

1 <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp.htm>

par les luttes de libération nationale, l'effondrement de l'URSS - premier état ouvrier né précisément de l'exacerbation des contradictions du capitalisme -, sous la pression de l'offensive libérale et impérialiste des années Reagan-Thatcher, la phase de développement que le capitalisme a connue avec la mondialisation financière et le développement et l'intégration au marché mondial des anciens pays coloniaux. Cette discussion est décisive pour le mouvement ouvrier et n'a pas beaucoup évolué, voire se fige avec la guerre d'Ukraine. C'est à partir de la compréhension de cette phase de la mondialisation, de la formation du capitalisme financiarisé mondialisé et de sa crise permanente accélérée par la grande récession de 2008-2009 que l'on peut discuter d'une stratégie pour le mouvement révolutionnaire. Pour nous, cela veut dire deux choses, ne pas répéter mécaniquement les formules « impérialiste » et « anti-impérialisme » et se réappropriar la méthode matérialiste et historique de Lénine, le marxisme.

La révolution d'Octobre 1917 a été le produit du développement des contradictions à l'œuvre dans le développement du capitalisme au stade impérialiste, la révolution mondialisée à venir sera le produit du développement des contradictions à l'œuvre dans le développement du capitalisme financiarisé mondialisé. Le parti bolchévik n'est pas le résultat d'une méthodologie organisationnelle mais bien de la compréhension, par Lénine en premier lieu, de cette logique et de ces conséquences en Russie et en Europe et de ses implications. Le génie de Lénine n'est pas individuel, il est un produit historique, collectif. A l'heure de la mondialisation et des nouvelles technologies, la compréhension des logiques révolutionnaires à l'œuvre sera le produit de l'intelligence collective du mouvement révolutionnaire capable de tourner la page du passé.

Malheureusement, les directions en place dans les différentes fractions trotskystes nées de la balkanisation du mouvement révolutionnaire produisent un conservatisme intellectuel fruit de leur conservatisme organisationnel, préserver leur propre organisation avant tout, qui se justifie de la préservation des acquis mais empêche toute élaboration collective rompant avec les formules du passé. Chaque fraction se prétend la continuité et l'incarnation du léninisme et du trotskysme comme autant de références dogmatiques. Ainsi dans l'ancien NPA après qu'en juillet 2020 nous ayons obtenu une majorité pour engager la discussion sur la nouvelle période et nos tâches, les différentes fractions se sont empressées de se dérober pour préserver leur cohabitation-autoconstruction ce qui a conduit à l'explosion-scission du NPA.

Nous sommes convaincus que le mouvement révolutionnaire ne pourra répondre aux besoins du mouvement ouvrier face à la faillite du capitalisme que si ses militants décident de forcer le cours de choses en bousculant tous les sectarismes pour faire converger les militantismes en engageant sérieusement, c'est à dire du point de vue des perspectives du prolétariat, la discussion pour définir les bases programmatiques et stratégiques qui définissent

aujourd'hui le parti de la révolution. La continuité ne se proclame pas, elle se construit collectivement...

Démocratie révolutionnaire

Il y a un siècle, Lénine et « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme »²

Il y a cent ans, au printemps 1916, Lénine rédigeait « *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* ». L'impact de cette brochure, sa fécondité, les critiques et discussions qu'elle a suscitées, l'influence qu'elle a eue sur plusieurs générations, les simplifications et caricatures dont elle a été aussi l'objet l'ont transformée en une sorte de texte mythique, comme situé hors du temps... L'opposé, la négation même de la méthode historique de Lénine.

Cet anniversaire est l'occasion d'un retour, d'une relecture à la lumière des discussions que nous connaissons autour de l'appréciation de la nouvelle phase de développement du capitalisme, à travers la mondialisation financière et ses conséquences du point de vue du socialisme et du communisme.

Quand Lénine écrit sa brochure, la barbarie impérialiste fait rage sur les champs de bataille d'Europe, le mouvement ouvrier est effondré, étouffé tant par la guerre et la censure que par la déroute de la social-démocratie qui s'est ralliée à l'Union sacrée. En 1915 se tient la conférence de Zimmerwald, qui regroupe ceux qui disent non à la guerre. Lénine y représente l'aile gauche qui pense qu'il faut créer une nouvelle Internationale, après que la Deuxième a fait faillite en reniant ses propres engagements et décisions, « *guerre à la guerre* », chacun de ses partis ayant rallié sa propre bourgeoisie. La confusion politique est totale, les uns défendant la démocratie contre le militarisme allemand, d'autres accusant la France revancharde ou dénonçant les terroristes serbes... Le mouvement ouvrier est sans repères, dominé par la bourgeoisie à laquelle se sont soumis ses propres partis.

Reconstruire, ne pas se laisser emporter par la déroute exige alors une compréhension claire de ce qui s'était passé : pourquoi cette guerre réactionnaire qui dresse les peuples les uns contre les autres, sacrifiés aux intérêts et ambitions de leur propre bourgeoisie ? Comment briser la machine à broyer les hommes ? Comment imposer la paix ? Qu'est-ce qui peut sortir de cette terrible crise ?

Retrouver à travers la tempête meurtrière une boussole c'est analyser, comprendre du point de vue du prolétariat les enchaînements passés pour formuler une stratégie, préparer la nécessaire et inéluctable révolte des masses, utiliser la crise pour préparer une issue révolutionnaire.

Il faut démontrer que le développement même du capitalisme a exacerbé la concurrence entre les différentes

² <https://lanticapitaliste.org/opinions/international/il-y-un-siecle-lenine-et-limperialisme-stade-supreme-du-capitalisme>

puissances et engendré la guerre pour le repartage du monde. Il faut aussi mettre à jour les causes de la faillite de la Deuxième Internationale, convaincre que le social-patriotisme était une capitulation, pour libérer les consciences de la chape militariste et chauvine afin que la classe ouvrière soit à même de combattre et de vaincre sa propre bourgeoisie.

Il ne s'agit pas pour Lénine de définir un trait particulier du capitalisme ou ce qu'on appelle aujourd'hui les rapports Nord-Sud, mais bien de formuler une compréhension globale de l'ensemble du système à l'échelle mondiale, de ses contradictions pour dégager de sa propre crise des perspectives révolutionnaires. Il ne s'agit pas simplement de décrire ou dénoncer mais de mettre en exergue les tendances générales, les contradictions à l'œuvre qui constituent les points d'appuis et les prémisses de la transformation révolutionnaire de la société, de la conquête du pouvoir par le prolétariat.

A l'heure où la deuxième grande mondialisation a globalisé, bouleversé le capitalisme parallèlement à l'effondrement des vieux partis nés de l'essor du mouvement ouvrier lors de la phase impérialiste, il est indispensable de revenir à la façon dont Lénine abordait la question pour mieux saisir la portée des transformations en cours et leurs conséquences du point de vue du mouvement ouvrier.

Le capitalisme, c'est la guerre

« Ce livre montre que la guerre de 1914-1918 a été de part et d'autre une guerre impérialiste (c'est-à-dire une guerre de conquête, de pillage, de brigandage), une guerre pour le partage du monde, pour la distribution et la redistribution des colonies, des « zones d'influence » du capital financier, etc. », écrit Lénine dans son introduction.

« Car la preuve du véritable caractère social ou, plus exactement, du véritable caractère de classe de la guerre, ne réside évidemment pas dans l'histoire diplomatique de celle-ci, mais dans l'analyse de la situation objective des classes dirigeantes de toutes les puissances belligérantes. Pour montrer cette situation objective, il faut prendre non pas des exemples, des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse), mais tout l'ensemble des données sur les fondements de la vie économique de toutes les puissances belligérantes et du monde entier. »

La préoccupation de Lénine est de construire une analyse qui ne soit pas seulement fondée sur la condamnation morale de la guerre, sur un pacifisme plus ou moins radical ou révolutionnaire mais bien sur la compréhension du lien organique entre capitalisme et guerre, entre lutte des classes et politique internationale des Etats. Et donc de saisir le caractère nouveau de la situation, ce qu'elle exprime dans l'évolution des rapports entre les classes, du capitalisme vu comme une économie internationale. Quelle logique sociale a pu conduire à un tel déchaînement militaire barbare ?

« Une nouvelle époque »

Le capitalisme a connu une nouvelle phase de développement en passant du capitalisme de libre concurrence à l'impérialisme, le stade des monopoles. La guerre est pour Lénine l'aboutissement dramatique de cette évolution qui fait de la lutte pour le partage du monde un besoin organique du système dans la concurrence acharnée qui oppose les différents groupes et monopoles, avec les Etats qui les servent, en vue de s'approprier la plus-value. *« Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est définitivement substitué à l'ancien : c'est le début du 20^e siècle. [...] La concurrence se transforme en monopole. Il en résulte un progrès immense de la socialisation de la production. Et, notamment, dans le domaine des perfectionnements et des inventions techniques. [...] Ainsi, le 20^e siècle marque le tournant où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général [...] Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux. »*

C'est le règne du rentier et de l'oligarchie financière, combiné à la domination sur le monde d'un petit nombre d'Etats financièrement « puissants », qui ont besoin de la garantie que procure la force des armées. La montée du militarisme accompagne le développement de l'impérialisme. Aux accords entre groupes capitalistes pour se partager économiquement le monde répondent « le partage territorial du monde » entre les Etats, la « lutte pour les territoires économiques ». Le militarisme intervient pour soumettre la libre concurrence aux intérêts des monopoles. La remise en cause du partage des zones d'influence débouche sur les conflits militaires.

Une tentative de définition

Dans son analyse économique, Lénine s'inspire du livre écrit par Hobson en 1902, *Impérialisme*, une étude, le premier à employer le terme, et reprend bien des points exposés par un économiste social-démocrate, Hilferding, dans son livre *Le capital financier*³. L'essentiel de son apport est la mise en perspective à partir des causes de la guerre, organiquement liée au capitalisme et à son évolution, du lien entre la lutte pour la paix et celle pour le renversement du capitalisme au sein duquel ont mûri les bases matérielles d'une société socialiste.

« Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels ; et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions

3 https://www.marxists.org/francais/hilferding/1910/lcp/hilf_lcp.pdf

que ne s'est encore appropriée aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé.

Mais les définitions trop courtes, bien que commodes parce que résumant l'essentiel, sont cependant insuffisantes, si l'on veut en dégager des traits fort importants de ce phénomène que nous voulons définir. Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants : 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde ; et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. »

La guerre impérialiste est la remise en cause par les grandes puissances de ce partage du globe.

Surprofits, social-patriotisme et aristocratie ouvrière

Une autre préoccupation est au cœur de la pensée de Lénine : comprendre les origines de la faillite de la Deuxième Internationale. Pourquoi le mouvement ouvrier a-t-il sombré dès le début de la guerre ? Il ne peut se contenter d'explications politiques superficielles ou psychologiques. Un drame d'une telle ampleur a nécessairement des causes sociales profondes.

« La victoire totale de l'opportunisme, la transformation des partis social-démocrates en partis ouvriers national-libéraux » est le résultat de toute une époque historique. Il écrit : « comme il est montré dans ce livre, le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus « large » et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple « tonte des coupons ». [...] On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de « leur » pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays « avancés » la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'« aristocratie ouvrière », entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la II^e Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la

bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des « Versaillais » contre les « Communards ». Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. »

L'internationalisation du capital ne débouche pas sur la paix

De cette analyse, Lénine déduit la nécessité de la rupture avec les opportunistes et de la construction d'une nouvelle Internationale. En corollaire de cette indispensable délimitation politique et organisationnelle, il s'attache à combattre les raisonnements et analyses de l'aile gauche de l'opportunisme, qui cherche à démontrer que l'évolution même du capitalisme serait un facteur de paix et de démocratie. Le théoricien de ce courant est Karl Kautsky qui, jusqu'à la veille de la guerre, faisait encore figure de théoricien marxiste et renie désormais ses propres écrits, en particulier les idées exposées en 1909 dans un livre intitulé *Les chemins du pouvoir*.⁴

Kautsky défend « l'opinion que les cartels internationaux, une des expressions les plus accusées de l'internationalisation du capital, permettraient d'espérer que la paix régnerait entre les peuples en régime capitaliste. » Pour Lénine, ce raisonnement qui débouchera sur l'idée du super-impérialisme est vide de sens : « si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélérateuse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ; et ils le partagent « proportionnellement aux capitaux », « selon les forces de chacun », car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme ». Les rivalités impérialistes, le militarisme, la guerre ne sont pas la conséquence d'excès mais de la logique même de l'évolution du capitalisme. C'est bien cette logique qu'il faut rompre, à l'opposé des prétentions réformistes de vouloir dissocier les « progrès » de l'économie des luttes de classes réelles et de la politique des classes dominantes, comme s'il suffisait d'en changer en changeant de gouvernement.

« L'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat »

De tout ce qui a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition ou, plus exactement, comme « un capitalisme agonisant ». Reprenant

4 http://www.npa-dr.org/images/livrespdf/Kautsky_-_Le_chemin_du_pouvoir_-_Karl_Kautsky.pdf

le raisonnement de Marx selon lequel le communisme n'est pas une construction abstraite mais s'inscrit dans la marche même de la société, Lénine fait le lien entre le développement impérialiste du capitalisme et les bases matérielles de la transformation révolutionnaire de la société vers le socialisme.

« *L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. [...] Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste. La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence ; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents. [...] Cela seul suffit à définir la place de l'impérialisme dans l'histoire, car le monopole, qui naît sur le terrain et à partir de la libre concurrence, marque la transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur. »*

La force et la fécondité de l'analyse de Lénine vient de ce que les conclusions pratiques et concrètes sur lesquelles elle débouche, la stratégie qui en découle, se nourrissent des réalités économiques et sociales. La volonté politique qui en résulte n'est pas fondée sur un volontarisme moral mais bien sur la compréhension des contradictions à l'œuvre, de leurs conséquences, des besoins et aspirations qu'elles font naître au sein des masses opprimées. Elle contribue largement à armer la vague révolutionnaire qui monte à la fin de la guerre dont il était un des rares à avoir imaginé, pensé qu'elle puisse déboucher sur la conquête du pouvoir par le prolétariat, en travaillant à y préparer la fraction la plus avancée du mouvement ouvrier.

Ce fut Octobre 1917. Le monde était engagé dans une longue période de guerres et de révolutions, « *le court vingtième siècle* » ou « *l'âge des extrêmes* » selon les expressions d'Hobsbawm, de 1914 à 1991, du début de la guerre de 14 à l'effondrement de l'URSS après la fin des révolutions coloniales. La révolte des travailleurs et des peuples n'eut pas la force d'aller jusqu'au bout de sa tâche, d'en finir avec la propriété privée capitaliste, financière. Elle a cependant démontré que la révolution n'est pas une vue de l'esprit mais s'inscrit bien dans un calendrier historique. Elle a brisé le joug colonial, ses liens de domination directe, mais laissé le capitalisme reprendre l'offensive pour entrer dans une nouvelle phase de développement.

Une nouvelle époque a commencé – le « troisième âge du capitalisme » ?

Un siècle après la parution de la brochure de Lénine, le monde a été profondément transformé par le travail humain, les luttes politiques et les révoltes des opprimés face à l'offensive des classes capitalistes. Il ne correspond plus à celui qu'analysait Lénine. Lui aussi « *a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général* », mais en les développant à un niveau encore supérieur. Pour le comprendre et être ainsi en mesure de formuler une stratégie adaptée aux nouvelles conditions de la lutte, il nous faut reprendre la méthode de Lénine, une approche historique des phases du développement capitaliste.

Dans un livre publié au début des années 1970 et intitulé *Le troisième âge du capitalisme*, Ernest Mandel décrivait l'évolution de ce système après ce qu'il appelait « *l'ère classique de l'impérialisme* ». Ce livre apporte des éléments d'analyse, pose des jalons pour avancer dans la compréhension du capitalisme aujourd'hui, à l'issue de la deuxième grande mondialisation, la mondialisation financière et impérialiste. Mandel y note que l'environnement non capitaliste nécessaire au développement capitaliste, point sur lequel insistait Rosa Luxemburg, se rétrécit sans cesse : le capitalisme a atteint les limites de la planète, le développement technologique, l'automatisation limitent la plus-value produite malgré l'intensification constante du travail.

Une pression constante en faveur des améliorations technologiques s'exerce sur le capital et aboutit à une socialisation croissante du travail. On assiste à une internationalisation du capital qui s'accompagne d'une centralisation des pouvoirs de décisions à travers les grandes firmes multinationales, ce qui accentue « *la crise de l'Etat national bourgeois* ». Une nouvelle division internationale du travail s'opère dans une « *économie monde* », les rapports entre grandes puissances sont reconfigurés, le caractère parasitaire du capitalisme s'accroît...

Tous ces traits se sont accentués, généralisés durant les deux dernières décennies. Nous sommes au stade du capitalisme mondialisé des multi et transnationales. La mise en concurrence des salariés à l'échelle internationale sape les bases matérielles du réformisme. « *L'accumulation par dépossession* » (Harvey) devient la règle, le militarisme connaît un nouvel essor. La crise de 2007-2008 a débouché sur une offensive réactionnaire globalisée des classes capitalistes qui engendre une régression sociale et politique à l'échelle internationale.

Le troisième âge du capitalisme a bien tous les traits de la sénilité. L'enjeu est de nous réapproprier la méthode de Lénine pour analyser cette nouvelle phase de développement afin d'en dégager une stratégie révolutionnaire, d'identifier les voies et moyens d'en construire l'instrument politique, de prolonger la courbe des luttes vers le socialisme et le communisme.

Yvan Lemaitre

Pour que le NPA soit un facteur d'unité et de démocratie pour la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs

Texte de discussion dans le cadre du NPA

Dérive réactionnaire et offensive capitaliste contre les travailleurs et les classes populaires

La décomposition politique et la dérive réactionnaire qui pavent le terrain à l'extrême-droite trouvent leur source dans l'explosion des contradictions de classe, le pourrissement du capitalisme. Les superprofits et les dividendes records exigent l'appauvrissement continu des classes populaires et des travailleur.es.

La dette publique a dépassé les 3 000 milliards € (111,7 % du PIB) assurant aux banques 51,7 milliards € d'intérêts en 2023, prélevés dans les caisses publiques alors que les hôpitaux eux-mêmes surendettés et l'ensemble des services publics manquent du minimum !

Le CAC 40 a connu de nouveaux records, près de 100 milliards de dividendes versés à leurs actionnaires en 2023 par les plus grosses entreprises, alors que d'après la Banque de France, 55 492 sociétés ont été concernées dans le même temps par une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, + 34,4 % en un an. Parmi elles Casino, Habitat, Lejaby, Naf Naf, Camäieu, Kookai, Chauss'expo, Minelli...

Oxfam révèle que les 42 milliardaires français ont empoché 230 milliards supplémentaires depuis 2020, soit l'équivalent des dépenses de santé en France en 2022.

La consommation des ménages a diminué de 7,8 % en deux ans, tous niveaux de vie confondus, et donc de bien plus au sein des classes populaires et des plus pauvres. 20 % des étudiant.es ne mangent pas à leur faim. Des centaines de milliers de personnes dont des milliers d'enfants vivent dans la rue.

L'explosion de colère des agriculteurs contre la dégradation de leurs conditions de travail et de vie que la FNSEA voudrait canaliser et le RN instrumentaliser contre l'Europe est bien un nouvel acte d'accusation contre une politique qui sacrifie la vie des petits agriculteurs à la défense des banques et des circuits de grande distribution ainsi qu'aux intérêts de l'agro-business, politique fondée sur la compétitivité et la rentabilité financière incompatible avec une agriculture respectueuse des contraintes écologiques.

La réponse ne pourra venir que de l'alliance des producteurs des villes et des campagnes pour contrôler la production et la répartition des biens nécessaires à la population.

Le « réarmement » et la « préférence nationale » contre le monde du travail, les femmes et la jeunesse

La Macronie, née sur les ruines des partis de droite et de gauche discrédités par des décennies d'alternance au pou-

voir et de cohabitation, est, à son tour, déstabilisée par les mêmes mécanismes. Confronté à la contestation sociale, à sa radicalisation et sa politisation depuis les Gilets jaunes, les luttes pour les retraites, contre les violences policières, les mobilisations de la jeunesse, Macron « *ni de droite ni de gauche* » a intensifié les passages en force, les politiques réactionnaires et sécuritaires, jusqu'à la loi « *asile immigration* » reprenant à son compte la « *préférence nationale* », considérée comme « *une victoire idéologique* » par l'extrême-droite qui postule désormais à prendre le relai au service des classes dominantes.

L'absurde campagne pour « *le réarmement démographique* » contre la « *dénatalité* » n'a d'autre raison d'être que de flatter les catégories sociales les plus réactionnaires du pays contre le mouvement féministe, sorte d'écho lointain et ridicule du pétainisme.

Le nouveau gouvernement s'affirme comme le parti de l'ordre, de « *l'identité nationale* », du « *réarmement* » au service des classes dominantes. Marseillaise et uniforme à l'école, généralisation du SNU, soutien à la guerre génocidaire d'Israël contre les Palestiniens, accélération de la production d'armements et propos va-t-en-guerre contre la Russie... Tout est fait pour préparer les opinions publiques à l'idée que la guerre serait inéluctable et qu'il faudrait s'y préparer.

Faillite du capitalisme et tournant majeur dans la situation internationale

Après la guerre par procuration d'Ukraine menée par les USA et l'Otan contre les ambitions grand russes de Poutine, la guerre génocidaire d'Israël contre le peuple palestinien, la constitution par les USA et le Royaume uni d'une coalition internationale contre les Houthis avec en ligne de mire l'Iran, ainsi que les tensions avec la Chine autour de Taïwan constituent un tournant majeur dans la situation internationale. L'Otan organise de grandes manœuvres (« *Défenseur inébranlable* ») qui doivent mobiliser pendant plusieurs mois 90 000 soldats, 50 navires de guerre, 80 avions de l'Atlantique à l'est de l'Europe en perspective d'une guerre directe contre la Russie.

La menace d'une mondialisation de la guerre est bien réelle en particulier du fait de la politique des vieilles et anciennes puissances coloniales et impérialistes. Elle est la conséquence de l'exacerbation de la concurrence entre puissances et Etats capitalistes sur le marché mondial. Elle s'accompagne d'une montée des nationalismes, de la xénophobie et des forces d'extrême-droite.

Au nom de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme, les forces réactionnaires, associant à leur propagande la gauche parlementaire, déploient une politique répressive contre le soutien et la solidarité aux Palestiniens combinée à une police des esprits et une cen-

sure contre toute politique de solidarité internationale flattant les préjugés racistes, xénophobes et militaristes invoquant leur « *Guerre de civilisation* », affabulation idéologique qui désigne en fait la guerre des grandes puissances occidentales pour maintenir leur hégémonie contre le reste du monde.

Contre le nationalisme et la xénophobie, notre solidarité internationaliste

Les surenchères démagogiques et le renforcement des politiques xénophobes ici, en Europe et dans le monde entier, l'offensive réactionnaire, les attaques contre les migrants, contre l'ensemble des travailleurs pour faire baisser le coût du travail au profit du capital, l'inflation et la spéculation sur les prix, les horreurs de la guerre, la montée du nationalisme et du militarisme à travers le monde sont le résultat des convulsions d'un capitalisme qui, ayant conquis toute la planète, soumis toute l'humanité à la loi du profit et de la concurrence, a atteint ses limites tant historiques que géographiques et ne perpétue son règne que par la surexploitation du travail et de la nature.

Les prodiges inventés et créés par le travail humain, les nouvelles technologies, l'intelligence artificielle qui défraie la chronique et alimente des fantasmes de milliardaires à la Musk and Co ne servent qu'à asservir toujours plus les salarié-e-s, la classe des producteurs, asservi-e-s à la machine, asservi-e-s à l'organisation mondialisée du travail en fonction de la seule rentabilité financière.

C'est bien pourquoi notre solidarité avec les populations d'Ukraine et de Russie, avec le peuple palestinien ainsi qu'avec les populations qui, à travers le monde, souffrent quotidiennement de l'exploitation et de l'oppression capitaliste est une solidarité internationaliste qui met au premier plan la lutte contre notre propre bourgeoisie, notre propre État.

Contre la menace militariste et guerrière, l'inflation, la crise écologique et la montée des forces réactionnaires, la perspective du socialisme international

L'ensemble de nos exigences sociales, économiques, démocratiques, écologiques, pacifistes convergent dans une même lutte pour en finir avec le pouvoir de la minorité capitaliste, pour le socialisme.

Pour sortir de la catastrophe où conduit inévitablement le développement du capitalisme financiarisé mondialisé, il n'y a pas d'autre issue que la conquête du pouvoir par la classe des producteurs, la socialisation des moyens de production. La façon dont les hommes produisent, les techniques qu'ils mettent en œuvre pour cela ont besoin d'une nouvelle organisation fondée sur la solidarité et la coopération internationales.

C'est à travers sa propre expérience, à travers les bouleversements de ses propres conditions d'existence, de vie et de travail que la classe des producteurs prend conscience de la nécessité de transformer le monde pour empêcher

la catastrophe en cours de tout détruire sur son passage. Elle a besoin de s'organiser, de se constituer en parti, son propre parti en rupture avec les directions de la gauche parlementaire et syndicale.

Rompre avec le sectarisme et l'opportunisme au sein du mouvement, surmonter les divisions vers un pôle des révolutionnaires

Les révolutionnaires sont les seuls en mesure de répondre à ces besoins du monde du travail, à pouvoir contribuer à la naissance d'un parti des travailleurs en se liant à cette fraction du mouvement social qui, depuis le mouvement des Gilets jaunes, manifeste son indépendance vis à vis du jeu institutionnel, en fusionnant avec elle, en accélérant et armant les prises de conscience politique.

Travailler à créer les conditions pour que se forge dans les luttes à venir contre l'offensive capitaliste, la guerre et l'extrême-droite, la crise écologique, une force révolutionnaire implique de rompre avec les politiques sectaires et/ou opportunistes qui ont engendré les divisions du mouvement révolutionnaire dont la scission-explosion du NPA fut un nouvel épisode.

Il s'agit de rompre avec les routines élitistes qui se protègent derrière les frontières d'organisations toutes entières mobilisées par leurs besoins internes, leur propre construction, portées par l'illusion de devenir un jour un parti révolutionnaire parce que, un jour, la classe ouvrière s'y mettra et trouvera en eux sa direction ! L'attitude de Lutte Ouvrière tant dans les mobilisations que par sa politique pour les élections européennes contribue à entretenir ces rapports sectaires et antidémocratiques au sein du mouvement révolutionnaire alors qu'elle serait en mesure d'impulser une dynamique démocratique dépassant largement les organisations existantes pour s'adresser à un large milieu et l'aider à s'organiser.

Il y a dans l'acceptation des divisions et rivalités au sein du mouvement révolutionnaire une façon d'abdiquer de l'ambition de répondre aux besoins de la période, un conservatisme d'organisation incapable de prendre la mesure des bouleversements en cours.

Un congrès de refondation pour lever les confusions et définir un programme et une stratégie pour un parti des travailleurs

Le NPA, dans la continuité de son projet fondateur, a pour objectif de rompre ces routines pour engager la lutte pour construire un pôle révolutionnaire, une dynamique unitaire et offrir un cadre large, ouvert, démocratique à toutes celles et ceux qui entendent prendre la direction de leurs luttes sociales et politiques eux-mêmes, en toute indépendance de classe de la gauche parlementaire et syndicale. Nous devons nous engager dans une refondation démocratique et révolutionnaire du NPA, pour être un facteur actif de celle de l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

Reprenant l'orientation que nous portions ensemble lors du 5^{ème} congrès contre la scission voulue par la direction

animée par les militants·e-s de la majorité de la section française de la IV^e Internationale, nous devons préparer un congrès de refondation pour formuler une orientation, une stratégie pour dépasser les divisions et jeter les bases à partir de la réalité du mouvement révolutionnaire d'un parti des travailleurs.

Une telle refondation veut dire une rupture avec l'ancien NPA, assumer la séparation conséquence de la politique décidée par l'ancienne direction d'alliance avec LFI depuis les élections municipales de 2020 et donc un changement de nom répondant à sa refondation démocratique et révolutionnaire dont le congrès décidera.

Plutôt que de s'engager à poursuivre un cours sectaire pour garder le nom NPA qui entretient des confusions opportunistes, nous devons assumer la séparation et le changement de nom qu'implique la refondation du NPA accompagnés d'un partage des moyens de militer répondant à la réalité des uns et des autres en refusant d'aller sur le terrain des tribunaux bourgeois.

Une telle orientation implique, tout en ouvrant une discussion publique sur les bases programmatiques d'unification du mouvement révolutionnaire, de saisir toutes les occasions d'agir ensemble avec les autres courants tant dans les cadres de mobilisation pour définir et appliquer les points de convergence que pour développer notre

propre propagande révolutionnaire et de rompre tout rapport de concurrence.

Pour les élections européennes, il n'est peut-être pas trop tard pour revenir sur la démarche unilatérale en direction de LO invitée à discuter par le biais d'un communiqué de presse puis d'une adresse, sorte d'interpellation dépitée, pour développer une politique unitaire vis à vis de l'ensemble du mouvement révolutionnaire en particulier vis à vis de RP ignorée jusque-là tant par sectarisme que pour ne pas déplaire à LO. Au regard des résultats de cette démarche publique, nous discuterons de la façon dont notre organisation interviendra dans la campagne électorale et avec qui.

Le congrès de refondation aura pour tâche de définir les éléments communs d'analyse de la période et des tâches qui nous réunissent dans la même organisation et, au regard des divergences, codifiera les rapports entre les différents courants, tendances et fractions qui pourraient se constituer.

Il définira concrètement nos tâches pour avancer vers une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire vers la construction d'un parti des travailleurs révolutionnaires.

Démocratie révolutionnaire

Le 24 janvier 2024